

(1)
(N° 37)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1925

PROJET DE LOI RELATIF A LA PROTECTION MORALE DE L'ENFANCE

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le 30 avril 1924, la Chambre en suite d'une interpellation de M. le Représentant Fieullien votait, à l'unanimité, l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, condamnant énergiquement toute propagande immorale, par la publication, l'exposition, la vente d'œuvres malsaines, prend acte des déclarations du Gouvernement affirmant que les mesures nécessaires sont et seront prises pour sauvegarder la moralité publique et notamment pour empêcher la contamination de l'enfance, compte sur l'action vigilante du parquet et passe à l'ordre du jour. »

Le présent projet de loi répond au vœu du Parlement.

Il est l'œuvre du Conseil de législation. Le rapport que le Comité permanent de ce Conseil a adressé au Ministre de la Justice met en lumière à la fois la modération et l'utilité des dispositions nouvelles.

On le trouvera ci-annexé. Le Gouvernement s'y réfère.

Le Ministre de la Justice,

PAUL TSCHOFFEN.

(Nr 37)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 DECEMBER 1925

WETSONTWERP BETREFFENDE DE MOREELE BESCHERMING VAN DE JEUGD

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Op 30 April 1924 heeft de Kamer, naar aanleiding van een interpellatie van den Heer Volksvertegenwoordiger Ficullien, eenparig de volgorde dagorde aangenomen :

« De Kamer, krachtig alle zedeloze propaganda door het uitgeven, uitstellen en verkoopen van zedebedervende werken afkeurende, neemt akte van de verklaringen der Regeering, zeggende dat de noodige maatregelen getroffen zijn en zullen worden om de openbare zedelijkheid te handhaven, inzonderheid om het verderf van de kinderen te beletten, rekent op de waakzame werking van het parket en gaat over tot de dagorde ».

Dit wetsontwerp voldoet aan den wensch van het Parlement.

Het werd door den Raad voor wetgeving opgemaakt. Het verslag, dat het Bestendig Comité van dien Raad aan den Minister van Justitie liet geworden, doet uitschijnen hoe gematigd en tevens hoe nuttig de nieuwe bepalingen zijn.

Het is bij het ontwerp gevoegd. De Regeering verwijst er naar.

De Minister van Justitie,

PAUL TSCHOFFEN.

(ANNEXE AU N° 37)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926

PROJET DE LOI RELATIF A LA PROTECTION MORALE DE L'ENFANCE

ANNEXE A L'EXPOSÉ DES MOTIFS

Rapport du Comité permanent du Conseil de Législation au Ministre de la Justice.

Par une lettre en date du 10 février 1925, M. le Ministre de la Justice a fait au Comité permanent l'honneur de lui soumettre la question de savoir s'il ne conviendrait pas de compléter la législation pénale en réprimant l'exposition aux yeux du public d'images qui, sans être contraires aux bonnes mœurs, au sens de l'article 383 du code pénal, sont de nature cependant à blesser ou à troubler la pudeur des enfants.

M. le Ministre avait été amené à mettre à l'étude cette question à la suite d'une interpellation faite à la Chambre des représentants, le 24 avril 1924, par M. Fieullien.

M. Meyers, Procureur général près la Cour d'appel de Liège, ayant fait, dans sa mercuriale d'octobre 1924, des propositions à cet égard et s'étant notamment demandé s'il n'y aurait pas lieu d'accorder aux associations le droit de poursuivre, soit par voie de citation directe, soit en se portant partie civile, les infractions se rattachant à l'objet de leur institution, M. le Ministre a invité le Comité permanent à examiner ces questions.

* .

Dans la remarquable mercuriale que nous venons de rappeler, M. le Procureur général Meyers exposait le danger qu'offre, pour la moralité publique, la publication d'œuvres malsaines, leur transport, leur exposition. Il recherchait aussi pourquoi, malgré les dispositions légales dont sont armés les parquets, tant de délits contre les bonnes mœurs restent impunis ou non recherchés; et il en trouvait la cause dans les obstacles d'ordres divers que rencontre la magistrature sur le chemin de la répression, à savoir l'ignorance dans laquelle elle se trouve des délits commis et la difficulté, quand les tribunaux sont saisis de pareils délits,

de définir la portée des mots : *contraires aux bonnes mœurs*, dont se sert l'article 383 du code pénal pour qualifier les infractions qu'il entend réprimer.

Aussi, dans le but de remédier à ce regrettable état de choses, M. Meyers suggérerait-il de compléter, par une disposition ainsi conçue, le chapitre de notre code pénal qui traite des contraventions de 4^e classe :

« Les procureurs du Roi, bourgmestres et commissaires de police pourront avertir les personnes qui affichent ou font afficher, étalent ou font étaler des images, figures ou objets qui peuvent compromettre la pudeur des enfants. Si, à la suite de cet avertissement, l'affiche, l'image ou l'objet n'est pas retiré dans les vingt-quatre heures, ces personnes pourront être condamnées à une amende de 15 à 25 francs et à un emprisonnement d'un à sept jours ou à une de ces peines seulement (*loc. cit.*, p. 27).

Cette proposition était conforme à un projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des députés de France, en 1903, qui inaugurerait le système de l'avertissement et qui fut repoussé.

Ce texte, au cours des discussions du Comité permanent, a été amendé par son auteur dans les termes suivants :

« Quiconque affiche ou fait afficher, étale ou fait étaler des images, figures ou objets qui attentent à la moralité de l'enfance, sera puni d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 francs ou d'une de ces peines seulement.

» Toutefois si, à la suite d'un premier avertissement donné par le procureur du Roi ou le bourgmestre, l'image, la figure ou l'objet est retiré dans les vingt-quatre heures, les poursuites n'auront pas lieu. »

Ce système de censure préalable n'a pas rencontré l'approbation du Comité permanent, et M. le Procureur général, d'accord avec les autres membres du Comité, a reconnu le bien fondé des objections présentées.

Il confère au parquet une mission de police préventive qui ne rentre pas dans le cadre de ses attributions légales.

La même prérogative, conférée à la fois au bourgmestre et au parquet, entraînera d'inévitables et regrettables conflits; dans tous les cas, l'un agissant, on conclura de l'inaction de l'autre qu'il ne partage pas l'appréciation du premier.

L'exercice de cette mission nouvelle risque de compromettre l'autorité des magistrats, en cas de refus de l'intéressé de se soumettre à l'avertissement, si la poursuite n'est pas suivie de condamnation. Cette éventualité les incitera à n'intervenir qu'avec beaucoup de circonspection. Le cas est différent de celui d'une poursuite suivie d'acquiescement du chef d'une infraction quelconque. Ici, le texte érige, en réalité, le procureur du Roi et le bourgmestre en premiers juges du caractère délictueux de l'image ou de l'objet et leur donnera comme juges d'appel les juridictions de police.

Enfin, on comprend mal que la sanction sociale qu'est la peine n'intervienne que si le coupable a refusé de faire cesser l'infraction, c'est-à-dire le trouble social dont la peine est la sanction. Normalement et logiquement, celle-ci doit intervenir si celle-là a existé.

Sans doute, la pratique des parquets admet et doit admettre, dans certains cas d'ailleurs exceptionnels, l'inopportunité et, comme conséquence, l'absence de poursuites du chef d'infractions pourtant constantes; mais autre chose est cette appli-

cation pratique et exceptionnelle du droit d'initiative des parquets à l'égard de l'action publique, et l'établissement en règle légale qu'une infraction échappera à la peine si le contrevenant la fait cesser.

Par ces considérations et à l'unanimité, le Comité permanent est d'avis qu'il faut s'en tenir au système de l'interdiction pure et simple.

* * *

Dans quelles limites?

Deux principes également respectables sont ici en conflit.

D'une part, le respect de la liberté des manifestations de la pensée ou de l'art veut que les exhibitions publiques nettement et sûrement contraires aux bonnes mœurs entraînent seules une sanction pénale.

D'autre part, la protection de la pudeur, ou mieux de l'innocence des enfants, commande d'écarter de leurs yeux, et par conséquent de tous les lieux publics ou ouverts au public, les exhibitions simplement licencieuses ou suggestives de certaines pensées ou de certaines choses.

Pour respecter le premier de ces deux principes, il semble bien qu'il faille négliger le second et, pour respecter le second, faire abstraction du premier.

Ce sacrifice de la liberté du penseur et de l'artiste, nous ne voudrions, pas plus que la législature, le consentir.

Mais nous trouvons la conciliation possible des deux principes dans la remarque suivante et dans la conséquence que nous en tirons.

La protection de l'innocence des enfants incombe, en première ligne, à ceux qui ont sur eux l'autorité et le devoir de surveillance.

C'est au père de famille ou à celui qui le remplace qu'il appartient d'interdire à ses enfants les spectacles qui ne sont pas faits pour leurs yeux, comme de lui défendre les fréquentations dangereuses.

C'est à lui qu'il appartient d'interdire à l'enfant d'entrer dans certaines salles d'exposition et de s'arrêter devant certaines vitrines.

Il est cependant des moments où l'autorité paternelle, si ferme qu'elle soit, peut se trouver en défaut. Ce sont ceux où, les enfants étant rassemblés en foule, à la sortie d'une école, la curiosité des uns éveille et sollicite celle des autres, où l'indiscipline de l'un fait naître celle de l'autre. Ces moments sont ceux aussi où la suggestion des exhibitions que nous envisageons est la plus dangereuse, parce que, dans une foule d'enfants, elles ont chance de trouver un commentateur précoce.

D'où l'idée d'interdire ces exhibitions dans les endroits où elles sont plus dangereuses qu'en d'autres.

Voici un texte qui y pourvoirait :

« La disposition suivante est intercalée dans le code pénal :

» Art. 386^{bis}. — Est puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, quiconque, dans le voisinage d'un établissement d'instruction ou d'éducation, fréquenté par des enfants de moins de seize ans, vend à l'un de ceux-ci, expose ou distribue publiquement des images, figures ou objets indécents de nature à troubler leur imagination.

» Les images, figures et objets exposés, mis en vente ou en distribution, sont saisis par tout officier de police judiciaire sur mandat du juge de paix du canton et leur confiscation est toujours prononcée en cas de condamnation. »

Tel quel, ce texte engage très modestement la législation dans la voie où ceux

que préoccupe avant tout la moralité de l'enfance veulent l'engager. Mais la modération même de cette proposition est sans doute un gage de son succès.

Il ne s'agit pas de restreindre d'une façon sensible la liberté du penseur ou de l'artiste. La très modeste servitude de moralité publique dont on grèverait certains endroits, en petit nombre et d'étendue restreinte, serait sans influence réelle sur les manifestations artistiques même osées; la liberté du commerce n'en subirait qu'une entrave localisée et, en réalité, sans importance, puisqu'en fait l'interdiction atteindrait des libraires ou des négociants spécialisés dans la clientèle scolaire.

Elle ne serait cependant pas inutile, car, en pratique, à Bruxelles et dans les faubourgs notamment, le parquet a constaté des exhibitions du genre de celles qu'il s'agit de proscrire, précisément aux vitrines de tels négociants.

. . .

Reste à expliquer certaines expressions du texte proposé :

Nous intercalons la disposition dans le code pénal, à la fin du chapitre VII du livre II, pour deux raisons : c'est, nous paraît-il, sa place naturelle; puis, cette intercalation fait échapper l'infraction nouvelle aux restrictions que l'article 100 met à l'application du livre I^{er} du code pénal aux infractions prévues par les lois particulières ; or, il est nécessaire, notamment, que les règles sur la participation criminelle et celles relatives à l'admission des circonstances atténuantes (art. 66 et suiv. ; art. 85), soient appliquées au délit nouveau.

Nous érigeons, en effet, l'infraction en délit, en la punissant d'une amende correctionnelle, parce que nous estimons qu'en principe elle a une gravité suffisante ; l'application de l'article 85 permettra, d'ailleurs, au juge de n'appliquer qu'une peine de police, quand elle lui paraîtra une sanction équitable.

L'amende prononcée doit être augmentée de 20 décimes, en vertu de la loi du 24 juillet 1921 (Sic, Cass., 15 juillet 1925).

Le texte proposé ne définit pas le *voisinage d'une école* ; c'est un point de fait qu'il faut laisser à l'appréciation du juge. Le voisinage cesse là où se désagrègent les bandes d'enfants qui se sont formées à la sortie de l'école.

Les images, figures, emblèmes ou objets visés sont ceux qui sont « indécents et de nature à troubler l'imagination des enfants ». Ces termes s'interprètent comme il suit : l'indécence, ce n'est pas nécessairement « l'outrage aux bonnes mœurs », c'est moins, c'est *quod non decet*. Mais toute indécence n'est pas réprimée ; il faut qu'elle soit de nature à troubler l'imagination de l'enfant, c'est-à-dire à lui suggérer des pensées, des notions qu'il ne doit pas avoir.

Si l'image, la figure ou l'objet est accompagné d'une légende imprimée, faisant corps avec lui, le complétant, et nécessaire pour lui donner le caractère indécents et troublant, le délit devient un délit de presse justiciable de la cour d'assises ; sinon, c'est un délit ordinaire, de la compétence du tribunal correctionnel ou, en cas de contraventionnalisation, du tribunal de police. C'est le droit commun, résultant d'une jurisprudence bien établie et qui, pratiquement, n'est plus discutée (Cas., 10 oct, 1887, *Pas.*, 1887, 1, 368).

A défaut de mention spéciale dans le texte et toujours conformément au droit commun, le délit, comme élément intentionnel, requiert le dol ordinaire, c'est-à-dire la volonté d'exposer l'objet dans le voisinage de l'école, sachant que cet objet est indécents et de nature à troubler l'imagination des enfants.

Il paraît s'imposer, en la matière, d'ordonner la saisie préalable de même que la confiscation, chaque fois qu'une condamnation intervient.

La saisie préalable, en droit commun, pourrait émaner du juge d'instruction et, en cas de flagrant délit, de tout officier de police judiciaire.

Il paraît convenable, en une matière d'appréciation délicate, de restreindre ce droit de la police judiciaire et d'éviter, d'autre part, l'obligation de faire intervenir le juge d'instruction uniquement pour obtenir la saisie.

Le texte y pourvoit en s'inspirant d'une disposition heureuse de la loi sur la vente des boissons alcooliques et de l'article 122 du code forestier : sans préjudice du droit du juge d'instruction, la saisie par la police judiciaire sera possible, mais seulement, même en cas de flagrant délit, avec l'autorisation du juge de paix.

Quant à la confiscation, au cas de condamnation, si le texte n'en parlait pas, elle ne s'appliquerait aux images, figures ou objets formant l'objet du délit, que si la propriété en appartenait au condamné (art. 42 du C. p.), et on pourrait, encore que la thèse contraire prévale (Charleroi 28 avril 1897, *Pas.* 1897, III, 195), soutenir qu'elle ne devrait pas être prononcée, en cas de condamnation à une peine de police, par admission de circonstances atténuantes. Le texte proposé écarte ces restrictions.

Bruxelles, le 17 novembre 1925.

Le Comité permanent du Conseil de législation :

DEJONGH, *président*; DE HAENE, DUPRIEZ, MARCQ, MORELLE, RESTEAU,

SERVAIS, *membres*; MEYERS, DULLAERT, *membres adjoints*.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Wetsontwerp

betreffende de moreele bescherming van de jeugd.

VERSLAG VAN HET BESTENDIG COMITEE VAN DEN RAAD VOOR WETGEVING BIJ HET MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Bij schrijven van 10 Februari 1925 heeft de Minister van Justitie aan het Bestendig Comité de vraag gesteld of het niet gepast zou zijn de wetgeving in strafzaken aan te vullen door betengende maatregelen te treffen tegen het openbaar ten toon stellen van prenten die, zonder daarom strijdig te zijn met de goede zeden, naar de opvatting van artikel 383 van het Wetboek van Strafrecht toch het schaamtegevoel bij de kinderen zouden kunnen kwetsen of storen.

De Minister vond aanleiding tot een onderzoek naar die vraag in een interpellatie, ter Kamer op 24 April 1924 door den heer Fieuilien voorgebracht.

De Heer Meyers, Procureur Generaal bij het Hof van Beroep te Luik, had, in zijn openingsrede van October 1924, hieromtrent voorstellen gedaan en onder meer de vraag gesteld of er geen termen zijn om de vereenigingen recht van vervolging te verleen, hetzij bij rechtstreeksche dagvaarding, hetzij door zich burgerlijke partij te stellen, tegen de overtredingen die verband houden met het doel waarom zij werden gesticht. De Heer Minister heeft het Bestendig Comité gelast deze punten te onderzoeken.

*
* * *

In de merkwaardige openingsrede waarvan wij zooeven gewag maakten, wijst de Heer Procureur Generaal Meyers op het gevaar voor de openbare zedelijkheid van het uitgeven, het vervoeren, het tentoon stellen van werken, die de zinnen prikkelen. Hij vroeg zich ook af waarom zooveel vergrijpen tegen de goede zeden ongestraft blijven of niet worden nagespoord, ondanks al de wetsbepalingen waarover de parketten beschikken; hij meende de oorzaak ervan te vinden in de hinderpalen van verschillenden aard die den magistraten bij de beteugeling in den weg staan, namelijk in het feit dat zij de gepleegde vergrijpen niet te weten komen, en dat de rechtbanken bij dewelke deze vergrijpen aanhangig gemaakt worden op moeilijkheden stuiten bij de juiste begripsomschrijving van de woorden « met de goede zeden strijdig », die bij artikel 383 van het wetboek van strafrecht worden gebruikt om de vergrijpen, die zij wenschen te bestraffen, te qualificeeren.

Om dezen spijtigen toestand te verhelpen wees de Heer Meyers dan ook op de wenschelijkheid het hoofdstuk van ons Wetboek van Strafrecht, dat handelt over de overtredingen van 4^e klas, aan te vullen met de volgende bepaling :

« De Procureuren des Konings, burgemeesters en politiecommissarissen mogen de personen waarschuwen die prenten, beelden of voorwerpen welke het schaamtegevoel van de kinderen kunnen in gevaar brengen, aanslaan of doen aanslaan,

ten toon stellen of doen ten toon stellen. Indien de plakbrief, de prent of het voorwerp, na die waarschuwing, binnen de vier en twintig uren niet is ingetrokken, kunnen die personen worden veroordeeld tot geldboete van 15 frank tot 25 frank en tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen of tot een der straffen alleen (loc. cit. blz. 27). »

Dit voorstel kwam overeen met een in 1903 in de Fransche Kamer der Volksvertegenwoordigers ter tafel gelegde wetsontwerp, waarbij het stelsel van de waarschuwing moest worden ingevoerd ; het werd echter verworpen.

Bedoelde tekst werd, tijdens de besprekingen van het Bestendig Comité door zijn ontwerper als volgt gewijzigd :

« Hij die prenten, beelden of voorwerpen, aanstootelijk voor de zedelijkheid van de kinderen, aanslaat of doet aanslaan, ten toon stelt of doet ten toon stellen, wordt gestraft met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen of met geldboete van 1 frank tot 25 frank of met een dezer straffen alleen.

« Indien evenwel ten gevolge van een eerste waarschuwing vanwege den Procureur des Konings of vanwege den burgemeester, de prent, het beeld of het voorwerp wordt ingetrokken binnen de vier-en-twintig uren, worden geen vervolgingen ingesteld ».

Dit stelsel van voorafgaande berisping vermocht niet de instemming te verwerven van het Bestendig Comité en de Heer Procureur Generaal erkende, samen met de andere leden van het Comité, de gegrondheid van de ingebrachte bezwaren.

Door dit stelsel wordt het Parket gelast met een opdracht van voorbehoedende politie, hetgeen niet valt in het kader van zijn wettelijke bevoegdheid.

Hetzelfde voorrecht toekennen, denzelfden plicht opleggen aan den burgemeester en aan het Parket, moet onvermijdelijk leiden tot spijtige conflicten; in elk geval, indien de eene optreedt, zal men uit de onthouding van den andere besluiten dat hij het niet eens is met de meening van de eerstbedoelde overheid.

De uitoefening van deze taak dreigt het gezag van den magistraat in het gedrang te brengen, ingeval de betrokken persoon weigert gehoor te geven aan de waarschuwing en de vervolging geen veroordeeling na zich sleept.

Deze mogelijkheid zal hen aanzetten om niet dan met groote omzichtigheid op te treden. Hier gaat het om een heel ander geval dan wanneer vervolging ter zake van de een of andere overtreding op vrijspraak uitloopt. De tekst, immers, stelt den Procureur des Konings of den burgemeester aan tot eersten rechter over het strafbaar karakter van de prent of van het voorwerp, terwijl hij aan de politierechtbanken de taak opdraagt hun beslissing in hooger beroep te berechten.

Ten laatste kan men bezwaarlijk aannemen dat de maatschappelijke sanctie, met name de straf, slechts dan wordt toegepast ingeval de schuldige geweigerd heeft een einde te maken aan het vergrijp, d. i. aan de maatschappelijke stoornis waarvan de straf de sanctie is. De normale en logische opvatting is dat de sanctie wordt toegepast zoodra het vergrijp heeft bestaan.

Ongetwijfeld nemen feitelijk de parketten in sommige, trouwens uitzonderlijke gevallen aan — en dat is noodzakelijk zoo — dat het soms ongepast is vervolgingen in te stellen tegen nochtans klaarblijkende vergrijpen en dientengevolge blijven die vervolgingen dan ook achterwege; doch de praktische en uitzonderlijke toepassing van het recht van initiatief van de parketten ten overstaan van de openbare rechtsvordering, is niet te verwarren met het verheffen tot wettelijken regel van de opvatting dat een overtreder aan de sanctie zou ontsnappen, indien hij met zijn strafbare handeling ophoudt.

On deze redenen is het Bestendig Comité eenparig het oordeel bijgetreden dat het stelsel van het verbod zonder meer moet worden behouden.

. . .

Binnen welke grenzen ?

Twee beginselen, die beide evenveel eerbied verdienen, komen hier in strijd.

De eerbied voor de vrije uiting van de gedachte en van de kunst, eenerzijds, wil dat alleen de openlijke uitstallingen, die klaarblijkelijk en buiten allen twijfel strijdig zijn met de goede zeden, een strafsanctie voor gevolg hebben.

De bescherming anderzijds van het schaamtegevoel, of liever van de onschuld der kinderen eischt dat de uitstallingen, al zijn ze ook slechts ongebonden en al bestaat hun gebrek alleen daarin dat zij sommige gedachten of sommige zaken voor den geest roepen, buiten het zicht van de kinderen worden gehouden en dienvolgens verwijderd uit openbare of voor het publiek toegankelijke plaatsen.

Wie het eerste van die twee beginselen wil huldigen, moet blijkbaar het tweede beginsel verwaarloozen, en wie het tweede wil eerbiedigen, moet afstand doen van de eerste.

Zoomin als de wetgeving zouden wij er in toestemmen de vrijheid van den denker en van den kunstenaar prijs te geven.

Wij zijn evenwel van meening dat de twee beginselen best overeen te brengen zijn, nl. in verband met de volgende bedenkingen en met de gevolgtrekking waartoe zij leiden.

De bescherming van de onschuld der kinderen berust, in de eerste plaats, bij diegenen die gezag over hen hebben en die hen moeten bewaken.

Het is het gezinshoofd — of degeene die hem vervangt — die aan zijn kinderen zoowel het bijwonen van vertooningen, die niet voor hen bestemd zijn, moet ontzeggen, als hun allen gevaarlijken omgang verbieden.

Hij is het nog die het kind moet verbieden sommige tentoonstellingen te bezoeken en voor sommige uitstalramen te blijven staan.

Er zijn evenwel oogenblikken waarop het vaderlijk gezag, hoe krachtdadig ook, kan te kort schieten. Dit gebeurt wanneer de kinderen in groep samen de school verlaten ; de nieuwsgierigheid van het eene kind wekt en prikkelt die van het andere ; de tuchteloosheid van het eene ontketent die van het andere. Op die oogenblikken is tevens de invloed die uitgaat van de door ons bedoelde uitstallingen het gevaarlijkste en wel omdat er veel kans bestaat dat er onder die groep kinderen, de een of andere vroegrijpe knaap er het zijne zal weten over te zeggen.

Uit deze beschouwingen is de gedachte ontstaan de beperking van die uitstallingen te doen gelden daar waar zij het gevaarlijkst zijn.

Ziehier een tekst die er in zou voorzien :

« De volgende bepaling wordt in het Wetboek van Strafrecht ingevoegd :

« Artikel 586*bis*. — Met geldboete van zes en twintig frank tot vijfhonderd frank wordt gestraft hij die, in de nabijheid van een onderwijs- of opvoedingsgesticht, dat wordt bezocht door kinderen beneden de zestien jaar, oneerbare prenten, beelden of voorwerpen waardoor hun verbeelding kan geprikkeld worden, openlijk ten toon stelt, verspreidt of aan een van hen verkoopt.

« De prenten, beelden en voorwerpen, die werden ten toon gesteld, te koop geboden of verspreid, worden door elk gerechtelijk politieofficier op last van den vrederechter van het kanton in beslag genomen en de verbeurdverklaring er van wordt in geval van veroordeeling steeds uitgesproken ».

In die bewoordingen is de bepaling een nog bedeesde stap in de richting

welke degenen, die vooral begaan zijn met de zedelijkheid van de jeugd, onze wetgeving zouden willen doen volgen.

Maar juist de gematigdheid van dit voorstel staat ongetwijfeld borg voor een gunstig onthaal.

Hier geldt het niet de vrijheid van den denker of den kunstenaar aanmerkelijk te beperken. De geringe dienstbaarheid die, in het belang van de openbare zedelijkheid, sommige plaatsen — weinig in getal en van kleinen omvang — zou bewaren, zou geen werkelijken invloed uitoefenen zelfs op de gewaagde kunstuitingen; de handelsvrijheid zou slechts een plaatselijke en in feite een geringe hindernis lijden aangezien het verbod slechts die boekhandels en die handelaars zou treffen waarvan de klandizie hoofdzakelijk uit de schoolgaande jeugd bestaat.

De door ons voorgestelde bepaling ware echter niet van alle nut ontbloot, want, onder meer te Brussel en in de voorsteden, heeft het parket reeds op uitstallingen gewezen in den aard van die welke dienden verboden, en wel in de uitstapen van dergelijke handelaars.

*
* * *

Enkele uitdrukkingen uit den voorgestelden tekst hoeven nog een paar woorden uitlegt.

De bepaling wordt in het Wetboek van Strafrecht ingevoegd aan het einde van hoofdstuk VII, Boek II, en wel om twee redenen : ten eerste, zij is daar, ons dunkt, op haar plaats ; ten tweede, door die bepaling daar in te voegen, valt de nieuwe overtreding niet onder de beperkingen bij artikel 400 voorzien bij de toepassing van Boek I van het Wetboek van Strafrecht op de bij de bijzondere wetten voorziene overtredingen ; welnu, het is volstrekt onontbeerlijk dat, onder meer, de regelen op de deelneming aan een strafbaar feit en de regelen betreffende het aannemen van verzachtende omstandigheden (art. 66 en volgende ; art. 85) toepasselijk wezen op het nieuw wanbedrijf.

Van het strafbaar feit immers maken wij een wanbedrijf, door het te straffen met een correctioneele geldboete, omdat wij van meening zijn dat dit strafbaar feit principieel erg genoeg is ; bij toepassing van artikel 85 zal het trouwens den rechter mogelijk zijn slechts een politiestraf op te leggen, indien deze straf hem een rechtmatige sanctie toeschijnt.

De opgelegde geldboete moet worden verhoogd met 20 decimen, krachtens de wet van 24 Juli 1921 (Sic. Cress. 15 Juli 1925).

De voorgestelde tekst bepaalt niet nader wat dient verstaan door « in de nabijheid van een school » ; deze feitelijke vraag wordt overgelaten aan het oordeel van den rechter. De nabijheid houdt op daar waar de kinderen, die in groep de school verlieten, uiteengaan.

Die prenten, beelden, afbeeldingen of voorwerpen worden hier bedoeld die « oneerbaar zijn en de verbeelding van de kinderen kunnen prikkelen ». Die bewoordingen dienen verstaan als volgt : de oneerbaarheid is niet noodzakelijk « schennis van de goede zeden » ; het is minder, het is *quod non decet*. Maar iedere oneerbaarheid wordt niet bestraft ; zij moet de verbeelding van het kind kunnen prikkelen, dit is : bij hun gedachten voor den geest roepen en begrippen duidelijk maken, die het niet hebben moet.

Indien de prent, het beeld of het voorwerp vergezeld gaat van een gedrukt onderschrift, dat er een geheel mee uitmaakt, tot aanvulling dient en nodig is

om er het oneerbaar of prikkelend karakter aan te geven, dan wordt het wanbedrijf een persmisdrijf, te berechten door het Hof van Assisen; is dit niet het geval, dan is het een gewoon wanbedrijf vallend onder de bevoegdheid van de correctionele rechtbank of, indien het wordt omgezet in een overtreding, van de politierechtbank. Zoo luidt het gemeene recht dat gegrond is op een degelijk gevestigde rechtspraak die feitelijk niet meer wordt betwist (Cass. 10 October 1887, Pas. 1887, I, 568).

Bij gebrek aan bijzondere vermelding in den tekst en steeds overeenkomstig het gemeen recht, moet in het wanbedrijf, wat de opzettelijkheid betreft, de gewone arglist aanwezig zijn, d. i. de wil het voorwerp ten toon te stellen in de nabijheid van de school, wel wetend dat het oneerbaar is en de verbeelding van de kinderen kan prikkelen.

Het blijkt wel dat in dezen, de voorafgaande beslaglegging zich opdringt, alsook de verbeurdverklaring, telkens veroordeeling volgt.

In het gemeene recht zou de voorafgaande beslaglegging kunnen uitgaan van den onderzoeksrechter en, ingeval van ontdekking op heeter daad, van ieder gerechtelijk politie-officier.

In zaken waarin het zoo moeilijk is zich een juist oordeel te vormen, blijkt het passend dit recht van de gerechtelijke politie te beperken en anderzijds te vermijden den onderzoeksrechter de verplichting op te leggen alleen op te treden om beslaglegging te bekomen.

De tekst heeft er in voorzien, terwijl hij zich daarbij liet leiden door een bepaling van de wet op de alkoholhoudende dranken en van artikel 122 van het Boschwetboek: onverminderd het recht van den onderzoeksrechter, zal de beslaglegging door de gerechtelijke politie mogelijk zijn, doch slechts, zelfs ingeval van ontdekking op heeter daad, mits toestemming van den vrederechter.

Wat de verbeurdverklaring, ingeval van veroordeeling, betreft, zou zij, indien de tekst er geen gewag van maakte, slechts van toepassing zijn op de prenten, beelden of voorwerpen die het *corpus delicti* uitmaken, voor zoover deze in eigendom toebehoorden aan den veroordeelde (Art. 42 van het Wetboek van Strafrecht); tevens zou men, ofschoon de tegenovergestelde thesis verkozen wordt (Charleroi, 28 April 1897, *Pas.*, 1897, III, 195) kunnen houden staan dat de verbeurdverklaring niet diende uitgesproken ingeval van veroordeeling tot een politiestraf door het aannemen van de verzachtende omstandigheden. De voorgestelde tekst wijst deze beperkende bepalingen van de hand.

Brussel, den 17 November 1925.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Projet de loi relatif à la protection
morale de l'enfance.**

**Wetsontwerp betreffende de moreele
bescherming van de jeugd.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La disposition suivante est intercalée
dans le Code pénal :

ART. 386^{bis}. — Est puni d'une amende
de 26 francs à 500 francs quiconque,
dans le voisinage d'un établissement
d'instruction ou d'éducation fréquenté
par des enfants de moins de seize ans,
vend à un de ceux-ci, expose ou distri-
bue publiquement des images, figures
ou objets indécents de nature à troubler
leur imagination.

Les images, figures et objets expo-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast,
in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepaling wordt in het
Wetboek van Strafrecht ingevoegd :

ART. 386^{bis}. — Met geldboete van
zes en twintig frank tot vijfhonderd
frank, wordt gestraft hij die, in de
nabijheid van een onderwijs- of opvoe-
dingsgesticht, dat wordt bezocht door
kinderen beneden de zestien jaar, oneer-
bare prenten, beelden of voorwerpen,
waardoor hun verbeelding kan geprik-
keld worden, openlijk ten toon stelt,
verspreidt of aan een van hen verkoopt.

De prenten, beelden en voorwerpen,

sés, mis en vente ou en distribution, sont saisis par tout officier de police judiciaire sur mandat du juge de paix du canton, et leur confiscation est toujours prononcée en cas de condamnation. »	die werden ten toon gesteld, te koop geboden of verspreid, worden door elk gerechtelijk politieofficier op last van den vrederechter van het kanton in beslag genomen, en de verbeurdverklaring er van wordt, ingeval van veroordeeling, steeds uitgesproken.
--	---

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 1925.

Gegeven te Brussel, den 29^{en} November 1925.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

PAUL TSCHOFFEN.
